



RAPPORT ENSEMBLE

2021-2022



TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidente des fidéicommissaires du Fonds en fiducie	3
Mot du directeur du Programme de coopération internationale et de justice sociale.....	5
Fonds en fiducie de la CTF/FCE.....	7
Impact de la COVID-19	8
Action enseignante pour l'apprentissage.....	10
Organisations membres et associées	12
Le Programme de coopération internationale et de justice sociale, et la vision et les objectifs stratégiques de la CTF/FCE.....	13
Prix Norm Goble de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants	16
État des résultats.....	17



MOT DE LA PRÉSIDENTE DES FIDÉICOMMISSAIRES DU FONDS EN FIDUCIE



En ma qualité de présidente des fidéicommissaires du Fonds en fiducie de la CTF/FCE depuis trois ans, je peux affirmer avec confiance que la pandémie n'a pas réussi à faire dévier la Fédération de son engagement à l'égard de la justice sociale et de la coopération au développement au Canada et à l'étranger. Au Canada comme dans les pays où la CTF/FCE entretient des partenariats, par exemple à Sainte-Lucie, au Togo et en Inde, nous voyons combien les syndicats de l'enseignement aident les écoles, les communautés et les systèmes d'éducation à gérer la pandémie de COVID et à s'en remettre, lentement mais sûrement.

Tout au long de la dernière année, les activités du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE ont porté sur des questions variées telles que les droits syndicaux, la protection de la santé physique et mentale des éducateurs et éducatrices, la littératie numérique, l'enseignement en ligne ainsi que la scolarisation et l'autonomisation des filles. L'équipe du Programme a gardé le cap sur les capacités, les droits et le bien-être du personnel enseignant et des organisations de l'enseignement, un engagement qui s'est manifesté dans la sélection du Uganda National Teachers' Union (UNATU) comme lauréat du Prix Norm Goble de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants de 2021. Chose remarquable, même si les écoles de l'Ouganda sont demeurées closes pendant presque deux années complètes en raison de la pandémie, le UNATU a trouvé une façon significative de reconnaître et de célébrer les énormes efforts déployés par le corps enseignant du pays.

Dans le *Rapport Ensemble* de cette année, nous célébrons des réalisations que seule la collaboration a rendues possibles. Nous sommes reconnaissants à Johnson Assurance de continuer de soutenir financièrement nos activités de justice sociale. De plus, nous avons le plaisir de travailler avec de nombreux partenaires : nos organisations partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes; l'Internationale de l'Éducation (IE); le gouvernement du Canada; des organisations de la société civile au Canada et ailleurs; des membres

du personnel enseignant et d'autres travailleurs et travailleuses de l'éducation aux

premières lignes; et, évidemment, les organisations membres et associées de la CTF/FCE. Au nom des fidéicommissaires du Fonds en fiducie, je remercie sincèrement tous nos collègues, amies et amis des organisations membres, de leur soutien généreux et indéfectible. Nos accomplissements sont grands. Cela dit, beaucoup de travail reste à faire.

J'ai aussi une dette de reconnaissance envers une équipe remarquable. Au nom de la direction et du personnel de la CTF/FCE, je tiens à remercier humblement et sincèrement le directeur Dan Martin, les agentes de programme Beverley Park et Sandy Plamondon, l'agent de programme Wes Delve, l'adjointe exécutive Salwa Maadarani ainsi que l'étudiante stagiaire du programme d'enseignement coopératif de l'Université d'Ottawa Renata Khalikova. Leur optimisme, leur persévérance et leur attachement à la coopération internationale et à la justice sociale ont été source d'inspiration durant cette deuxième année de pandémie, qui n'a pas été sans difficulté. Les réalisations de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale sont importantes et leur impact, bien réel.

Ensemble, nous continuerons de veiller à ce que l'éducation publique soit adéquatement dotée de ressources financières et autres, de renforcer les droits des travailleurs et travailleuses, et la syndicalisation, et de faire progresser la justice sociale au Canada et dans le monde.

Shelley L. Morse



« La séance de formation [sur l'enseignement et l'apprentissage en ligne] leur a été extrêmement bénéfique. Les participantes et participants ont pu retourner dans leurs écoles et faire profiter leurs collègues de leurs nouvelles connaissances. »

Rapport du GUT*

« Je vais prendre part à un projet qui contribuera à assurer une éducation de qualité aux enfants, et en particulier aux filles, dans des régions défavorisées du nord du Ghana. Je veux redonner à ma communauté, qui m'a permis de devenir qui je suis aujourd'hui. »

Agente de programme, GNAT, Ghana*

« En tant que femme, je comprends les rôles fondamentaux que je dois jouer lorsque je suis à un poste de responsabilité. Pour tout dire, la formation m'a appris un peu plus sur mes devoirs de syndicaliste pour une éducation équitable, inclusive et de qualité. Je remercie sincèrement la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants qui a financé cette formation et je voudrais qu'elle ne s'arrête pas en si bon chemin. »

Membre du SNEP-Bénin



*Note de la traductrice : Toutes les citations marquées d'un astérisque sont des traductions libres de citations originales en anglais.

MOT DU DIRECTEUR DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE JUSTICE SOCIALE



F Du Canada au Burkina Faso en passant par la Mongolie et la Grenade, le travail de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE a permis de soutenir des organisations de l'enseignement et — par ricochet — des enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation durant l'exercice 2021-2022.

Ce travail a été accompli dans le droit fil du nouveau plan stratégique de la CTF/FCE. En effet, le Programme de coopération internationale et de justice sociale a témoigné de notre volonté de soutenir et de mobiliser directement les organisations membres et leurs enseignantes et enseignants avec l'élaboration du cinquième cahier de la collection La voix des élèves. Il a aussi permis de créer des liens et de collaborer avec l'Internationale de l'Éducation en Afrique et en Asie en soutenant ses plans axés sur le renforcement des capacités, le renouveau syndical, la participation des jeunes et l'égalité des genres. Par ailleurs, les efforts que nous avons déployés pour rehausser la voix et la visibilité de la profession enseignante dans le cadre de notre projet mené en partenariat avec le Gambia Teachers' Union ont été fructueux. Ce projet nous a permis de prendre connaissance des nombreux problèmes auxquels se heurtent de jeunes enseignantes qui vivent et travaillent dans des conditions difficiles en Gambie et d'y apporter des solutions.

Malgré la pandémie — ou peut-être à cause d'elle —, le travail de solidarité internationale de la CTF/FCE a connu de nombreuses « premières » en 2021-2022. Grâce aux conseils du Bureau régional de l'IE en Afrique, l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale a établi de nouveaux partenariats avec des organisations de l'enseignement au Ghana, au Sénégal et au Zimbabwe. Pour la première fois, la CTF/FCE a mis en place un programme de remplacement du Projet outre-mer traditionnel en fournissant une aide financière et technique à des organisations partenaires de l'hémisphère Sud, ce qui leur a permis de planifier et de mettre en œuvre leurs propres

activités de perfectionnement professionnel pour le personnel enseignant. De plus, le Programme de bourses John Thompson s'est tenu pour la toute première fois en mode virtuel pendant l'exercice 2021-2022; la CTF/FCE a joué un rôle directeur qui l'a amenée à concevoir le programme et à le mettre en œuvre à l'intention d'organisations de l'enseignement du Japon, de Taïwan, de la Corée du Sud et de la Mongolie. Par ailleurs, la nouvelle année scolaire en Ouganda a donné lieu à la reprise du projet Simameni. Quand les écoles ont finalement rouvert en janvier 2022, les filles et les jeunes femmes ougandaises sont retournées en classe, où elles reçoivent non seulement l'éducation à laquelle elles ont droit, mais également la protection et le soutien psychosocial dont elles ont besoin. Nous sommes aussi très fiers d'avoir été choisis par Affaires mondiales Canada, qui finance le projet Simameni, pour recevoir une somme supplémentaire de 400 000 \$ en fonds d'aide en réponse à la COVID. Cette somme nous permettra de répondre encore plus efficacement aux besoins des bénéficiaires et de leurs familles et communautés.

Au cours de la dernière année, le travail de justice sociale de la CTF/FCE a été très pertinent pour les membres. Face à de multiples phénomènes attribuables aux changements climatiques, à la découverte de sépultures anonymes d'enfants autochtones, à l'invasion non provoquée d'un pays souverain, sans oublier les perturbations, les destructions et les morts qui en ont découlé — et la liste ne s'arrête pas là —, les enseignantes et enseignants ont eu la difficile tâche d'essayer de donner un sens à tout cela avec leurs élèves. Afin de soutenir celles et ceux qui veulent intégrer le thème de la justice sociale dans leurs classes et communautés scolaires, nous avons publié un nouveau cahier de la collection La voix des élèves. Nous avons aussi amorcé le développement d'une nouvelle section du site Web de Parler vrai au pouvoir Canada et nous nous sommes réunis avec des participantes et participants du Séminaire sur la justice sociale, tenu l'an dernier dans le cadre d'un projet pilote, pour explorer les prochaines étapes du projet.



Malgré les effets, difficilement prévisibles, que la pandémie pourrait encore avoir au cours de la prochaine année, l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale se réjouit à la perspective de continuer de servir les organisations de l'enseignement et leurs membres à l'échelle nationale et internationale. Ensemble, nous continuons d'avancer.

Daniel Martin

« Nous sommes là dans le cadre de la formation en poste de 2021. Nous voulons mettre à profit nos vacances pour renforcer nos capacités afin d'augmenter nos chances de réussite pour les concours professionnels qui seront pour bientôt, mais aussi être plus performants en classe. »

Participante à l'atelier, Burkina Faso*

« La DAT [Dominica Association of Teachers], en partenariat avec la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, continue d'offrir des séances de formation estivales qui permettent aux enseignantes et enseignants d'acquérir toutes sortes de compétences, leur donnant à chacun et chacune encore plus envie de faire mieux. »

Participante à l'atelier, Dominique*



FONDS EN FIDUCIE DE LA CTF/FCE

Le Fonds en fiducie de la CTF/FCE est la principale source de financement du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la Fédération. Le budget du Fonds en fiducie, comparable de par sa structure au budget général de la CTF/FCE, donne une bonne idée des produits et charges correspondant aux diverses activités du Programme. Les fidéicommissaires se réunissent quatre fois par an afin de recevoir les rapports et comptes rendus, de donner une orientation aux activités et de prendre les décisions nécessaires concernant les dépenses.

Fidéicommissaires

Shelley L. Morse

présidente sortante de la CTF/FCE,
présidente des fidéicommissaires

Craig Hicks

NLTA

Sam Hammond

président de la CTF/FCE

Joel Swaan

MTS

Clint Johnston

vice-président de la CTF/FCE

Ann Hawkins

OECTA

« Dans le cadre de l'atelier du programme estival du SLTU, les enseignantes et enseignants ont reçu de l'information pertinente, développé des compétences essentielles et découvert des stratégies utiles en vue de la prochaine année scolaire. »

Participante à l'atelier, Saint Lucia Teachers' Union*



IMPACT DE LA COVID-19

L'impact de la COVID-19 a continué de se faire sentir sur tous les aspects du travail de coopération et de développement international de la CTF/FCE en 2021-2022. Il a encore une fois été impossible pour le personnel et les bénévoles du Canada de se rendre à l'étranger. Dans certains pays, les écoles sont demeurées fermées pendant une grande partie de l'année. Les activités des partenaires ont dû être adaptées en fonction des protocoles sanitaires. Cela dit et malgré les obstacles que la pandémie de COVID-19 a mis sur notre chemin, nous avons, tout au long de l'exercice 2021-2022, continué :

- 1.** de travailler dans l'axe de la mission de la CTF/FCE, c'est-à-dire promouvoir et appuyer une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, défendre l'enseignement comme profession et militer en faveur de l'octroi de ressources suffisantes à l'éducation, des droits des travailleurs et travailleuses, et de la justice sociale au Canada et dans le monde entier;
- 2.** de renforcer nos relations avec l'Internationale de l'Éducation, la plus grande organisation syndicale du monde, ainsi qu'avec ses bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes;

- 3.** de témoigner notre solidarité à nos organisations partenaires de l'hémisphère Sud dans leurs luttes pour défendre le droit à l'éducation, les droits des travailleurs et travailleuses, et les droits de la personne en général;
- 4.** de faciliter la mise en œuvre de programmes de perfectionnement professionnel pertinents à l'intention des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, de favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes, et de soutenir le renforcement des capacités et le développement du leadership chez les organisations de l'enseignement;
- 5.** de contribuer à l'atteinte des Objectifs de développement durable des Nations Unies n° 4 (Éducation de qualité) et n° 5 (Égalité entre les sexes).

Les pages qui suivent mettent en évidence certaines des réussites, difficultés et leçons apprises de la dernière année.

« La formation sur le soutien psychologique et la plateforme connexe a contribué à améliorer la discussion sur la santé mentale en général et l'ouverture à cet égard. Nous nous attendons à ce que nos membres soient plus à l'aise de discuter de problèmes psychologiques à l'avenir, que ce soit avec des collègues, des membres de la famille ou des amies et amis en qui ils ont confiance, ou des professionnelles ou professionnels de la santé mentale. »

Rapport du GUT*

« Heureusement, le projet Simameni est arrivé et avec lui des interventions qui ont contribué à faire changer la mentalité de bien des gens, hommes et femmes : membres du personnel enseignant, parents, membres de la communauté, etc. L'ensemble des intervenantes et intervenants défendent maintenant la scolarisation des filles. »

Florence Okiding, enseignante chef,
École secondaire Kobwin Seed, Ouganda*



ACTION ENSEIGNANTE POUR L'APPRENTISSAGE

Sous le vocable d'Action enseignante pour l'apprentissage (AEA), le Programme de coopération internationale de la CTF/FCE comporte trois secteurs principaux d'activités :

- 1.** Action enseignante pour l'enseignement (AEE) : perfectionnement professionnel des enseignantes et enseignants, et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation;
- 2.** Action enseignante pour l'égalité des genres (AEEG) : promotion de l'égalité des genres et autonomisation des femmes et des filles;
- 3.** Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement (AEOE) : renforcement des capacités organisationnelles et développement du leadership.

Le financement des activités de l'AEA nous vient des contributions des organisations membres de la CTF/FCE, du gouvernement du Canada et de dons de particuliers. Par ses activités dans les trois secteurs, la CTF/FCE collabore avec des organisations nationales de l'enseignement de l'hémisphère Sud pour promouvoir et protéger une éducation publique inclusive de grande qualité, financée par l'État. Le tableau de la page suivante donne la liste des partenaires de la CTF/FCE à l'étranger et les secteurs d'activités — l'AEE, l'AEEG et l'AEOE — dans lesquels nous avons collaboré durant l'exercice 2021-2022.

« En tant que dirigeante, j'ai appris qu'il faut faire participer les autres membres de l'équipe et leur faire sentir qu'ils font partie du changement et de tout ce qui se passe. »

Participante à l'atelier, TEWU, Ghana*



PAYS	PARTENAIRES À L'ÉTRANGER	AEE	AEEG	AEOE
Bénin	Syndicat National de l'Enseignement Primaire Public (SNEP)			
	Syndicat National des Enseignants des Écoles Maternelles (SYNAEM)			
Burkina Faso	Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina (SNEA-B)			
	Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS)			
Dominique	Dominica Association of Teachers (DAT)			
Gambie	Gambia Teachers' Union (GTU)			
Ghana	Ghana National Association of Teachers (GNAT)			
	Teachers and Educational Workers' Union (TEWU)			
Grenade	Grenada Union of Teachers (GUT)			
Guyana	Guyana Teachers' Union (GTU)			
Haïti	Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)			
	Union Nationale des Normaliens/Normaliennes et Éducateurs/Éducatrices d'Haïti (UNNOEH)			
Inde	All India Primary Teachers' Federation (AIPTF)			
Libéria	National Teachers' Association of Liberia (NTAL)			
Mali	Syndicat National de l'Éducation et de la Culture UNTM (SNEC-UNTM)			
Mauritanie	Syndicat National de l'Enseignement Fondamental (SNEF)			
	Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (SNES)			
Ouganda	Uganda National Teachers' Union (UNATU)			
Sainte-Lucie	Saint Lucia Teachers' Union (SLTU ¹)			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Saint Vincent and the Grenadines Teachers' Union (SVG TU)			
Sénégal	Syndicat des Professeurs du Sénégal (SYPROS)			
Sierra Leone	Sierra Leone Teachers' Union (SLTU ²)			
Togo	Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN)			
Zimbabwe	Zimbabwe Teachers' Association (ZIMTA)			
Régions				
	Caribbean Union of Teachers (CUT)			
	Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)			
	Région Afrique de l'Internationale de l'Éducation (IERAF)			
	Région Amérique latine de l'Internationale de l'Éducation (IEAL)			
	Région Asie-Pacifique de l'Internationale de l'Éducation (IEAP)			
	Réseau africain des femmes en éducation (RAFED)			

« Je tiens à féliciter vivement la Ghana National Association of Teachers et la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants pour leur leadership, leur vision et leur collaboration. Et je le fais parce que je vois les répercussions positives que ce programme a sur la vie personnelle, sociale, psychologique et professionnelle des participantes et participants. »

Animatrice d'atelier, région d'Ashanti, Ghana*

ORGANISATIONS MEMBRES ET ASSOCIÉES

La contribution financière et le soutien moral de ses organisations permettent à la CTF/FCE de maintenir son engagement envers la solidarité internationale. En ces temps de pandémie particulièrement, la CTF/FCE reconnaît la valeur de la coopération entre les organisations de l'enseignement au Canada et dans le monde entier. Grâce au soutien généreux des organisations de la CTF/FCE, le Programme de coopération internationale a continué d'offrir des

programmes de perfectionnement professionnel pertinents conçus par le corps enseignant pour le corps enseignant, de favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes, et de bâtir et renforcer les capacités des organisations locales de l'enseignement.



Quebec Provincial Association of Teachers
L'Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec



Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens



LE PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DE JUSTICE SOCIALE, ET LA VISION ET LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA CTF/FCE

Tout au long de l'exercice 2021-2022, le travail de l'équipe du Programme de coopération internationale et de justice sociale a été accompli dans le droit fil de la vision stratégique de la CTF/FCE : promouvoir et défendre avec force l'éducation publique financée par l'État, les droits des travailleurs et travailleuses, et la justice sociale au Canada et dans le monde. Les activités ont été menées conformément aux trois grands objectifs stratégiques suivants : soutenir et mobiliser; créer des liens et collaborer; rehausser la voix et la visibilité.

Soutenir et mobiliser

Le Programme de coopération internationale et de justice sociale a continué d'améliorer le soutien aux organisations membres, aux organisations

associées et — par ricochet — aux plus de 365 000 enseignantes et enseignants, et éducateurs et éducatrices que la CTF/FCE représente, et de favoriser leur mobilisation. Le volet du Programme qui mobilise le plus directement les organisations, le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, c'est-à-dire le Projet outre-mer (PO), a encore une fois subi les contrecoups de la pandémie en 2021. Pour la deuxième fois seulement en près de 60 ans d'existence, le PO n'a pas pu envoyer d'enseignantes et enseignants canadiens en Afrique et dans les Caraïbes où ils auraient travaillé aux côtés de collègues locaux. Malgré cela, grâce à la mobilisation de nombreuses organisations de la CTF/FCE, le Programme de coopération internationale et de justice sociale a été en mesure de fournir une



aide financière et technique à des organisations partenaires pour leur permettre d'organiser et de mettre en œuvre leurs propres programmes de perfectionnement professionnel à l'intention de leurs membres. En ce qui concerne notre travail de justice sociale, l'élaboration du cinquième cahier de la collection La voix des élèves n'aurait pas été possible sans le soutien et la mobilisation des éducateurs et éducatrices, qui ont été nombreux à participer à la création du produit final en formulant les questions de discussion et en élaborant les plans de leçon qui accompagnent le cahier. Cet outil, qui présente les réponses et opinions authentiques d'élèves canadiens de différentes années scolaires et de différents milieux sur le thème de la diversité des genres, a été conçu pour appuyer les activités de promotion de la justice sociale dans les classes, les écoles et les communautés.

Créer des liens et collaborer

Le Programme de coopération internationale et de justice sociale a également permis de renforcer les liens et la collaboration avec les organisations membres, associées et partenaires. Le projet Simameni, financé principalement par Affaires mondiales Canada, est un bon exemple de ce que les liens et la collaboration internationaux permettent d'accomplir. Ce projet, fruit d'une étroite collaboration entre la CTF/FCE et son organisation partenaire de longue date, le Uganda National Teachers' Union, amène de multiples intervenants à travailler ensemble

pour améliorer l'accès des filles à l'éducation, la persévérance scolaire de celles-ci et les possibilités éducatives qui s'offrent à elles dans des écoles secondaires de communautés sélectionnées de l'Ouganda. Malgré les obstacles érigés par la pandémie, le projet a eu un effet positif indéniable sur les bénéficiaires. Les élèves, les parents, le personnel enseignant en classe, les enseignantes et enseignants chefs, et les représentantes et représentants du gouvernement, sans oublier les communautés au grand complet, ont contribué aux efforts pour assurer aux filles un meilleur avenir. Par

« Je veux voir comment je pourrais exploiter les effets produits à l'intérieur de l'école pour les propager dans la communauté. »

Participante, Séminaire sur la justice sociale*

tous ces liens et collaborations, le projet fait que les écoles deviennent plus sécuritaires et accueillantes pour l'ensemble des élèves, mais en particulier pour les filles et les jeunes femmes, et qu'elles répondent mieux aux besoins de celles-ci. De nombreuses activités de justice sociale ont aussi permis de créer des liens et de collaborer avec d'autres organisations. Les interactions avec des organisations sans but lucratif aux préoccupations convergentes,



comme Ruban Blanc, Plan International Canada et le Musée canadien pour les droits de la personne, ont permis au Programme de coopération internationale et de justice sociale de faire avancer son action politique pour la justice sociale d'un bout à l'autre du pays. Les liens directs avec des enseignantes et enseignants canadiens qui ont participé au projet pilote de Séminaire sur la justice sociale nous ont aidés à définir l'orientation des prochaines étapes du projet.

Rehausser la voix et la visibilité

Par ses activités, le Programme de coopération internationale et de justice sociale rehausse la voix et la visibilité de la CTF/FCE en militant en faveur d'une éducation publique inclusive de qualité, accessible et financée par l'État, de la justice sociale et des droits des enseignantes et enseignants, et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation. L'un de ses projets à l'étranger, mené en partenariat avec le Gambia Teachers' Union, a rendu la CTF/FCE plus visible en attirant l'attention du gouvernement du Canada, de l'Internationale de l'Éducation et du ministère de l'enseignement primaire et secondaire de la Gambie. Les jeunes enseignantes qui participent au projet vivent et travaillent dans des écoles de communautés rurales et éloignées. Elles ont été équipées d'outils technologiques pour pouvoir profiter d'un réseau de soutien et de mentorat. Grâce à ce projet, elles ont pu faire entendre leurs voix de femmes enseignantes et échanger de l'information et des stratégies, trouver du soutien et de l'inspiration, et devenir des agentes de changement dans leurs écoles et leurs communautés. Ces femmes, dont la participation au projet a renforcé les compétences et la confiance, sont devenues en outre des modèles pour les filles et les jeunes femmes à qui elles enseignent. Par ailleurs, l'élaboration d'une nouvelle section du site Web de Parler vrai au pouvoir Canada témoigne bien du militantisme de la CTF/FCE en faveur de la justice sociale. Ce travail a été l'occasion de faire connaître de jeunes défenseurs et défenseuses des droits de la personne du Canada qui s'investissent dans des domaines comme la lutte contre le racisme, la justice climatique et la vérité et la réconciliation.

« Aujourd'hui, nous pouvons dire que, grâce au projet Simameni, nous avons acquis des connaissances et des compétences sur la gestion de l'hygiène menstruelle, ce qui était auparavant un grand manque dans notre école et notre communauté. »

Enseignante chef, Ouganda*



PRIX NORM GOBLE DE LA JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS

Le Prix Norm Goble est remis chaque année pour aider nos partenaires à l'étranger à planifier et à mettre en œuvre des activités à l'occasion de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants. Le thème en 2021 était « Honneur aux enseignantes! On vous apprécie et on vous dit merci ». Malgré les difficultés qui ont accompagné la pandémie, huit de nos organisations partenaires ont soumis leur candidature.

C'est le Uganda National Teachers' Union qui a remporté le prix de 2021, d'une valeur de 1 000 \$, pour les diverses activités organisées, par exemple les émissions à la radio et à la télévision, les messages dans les médias sociaux, les campagnes de sensibilisation communautaires et la création d'un

recueil de récits d'enseignantes et enseignants et d'élèves racontant leur expérience de la pandémie de COVID, y compris les leçons apprises. Toutes ces activités ont servi à renforcer les partenariats stratégiques entre les écoles et les communautés, et à en créer de nouveaux.

Des mentions honorables, qui se sont accompagnées chacune de 500 \$, ont été décernées à la Grenada Union of Teachers pour son panel virtuel et son activité de reconnaissance sociale, et à la Ghana National Association of Teachers pour ses symposiums et ses expositions sur le travail du personnel enseignant dans différentes régions du pays.



ÉTAT DES RÉSULTATS

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2021				2020
	Programme de coopération internationale	Caisse d'aide internationale	Fonds d'Imagineaction	Total	Total
PRODUITS					
Contributions					
Organisations membres de la CTF/FCE	209 381 \$	- \$	- \$	209 381 \$	1 059 611 \$
Autres	-	-	8 228 \$	8 228 \$	23 110 \$
Affaires mondiales Canada	269 671 \$			269 671 \$	104 243 \$
Produits financiers	182 567 \$	3 496 \$	14 653 \$	200 716 \$	(53 080) \$
Valeur des services bénévoles	-	-	-	-	1 014 444 \$
Autres	302 \$	-	-	302 \$	2,306 \$
Total — Produits	661 921 \$	3 496 \$	22 881 \$	688 298 \$	2 150 634 \$
CHARGES					
Coûts directs des programmes					
Projet outre-mer	1 694 \$	-	-	1 694 \$	586 938 \$
Action enseignante pour l'apprentissage	200 608 \$	-	-	200 608 \$	432 567 \$
Simameni	273 345 \$	-	-	273 345 \$	104 287 \$
Prix	-	2 000 \$		2 000 \$	2 000 \$
Autres programmes	-	-	22 881 \$	22 881 \$	19 679 \$
Aide d'urgence	-	-	-	-	-
Autres charges					
Services de direction et Communications	183 \$	-	-	183 \$	10 894 \$
Frais généraux administratifs	37 314 \$	-	-	37 314 \$	43 911 \$
Valeur des services bénévoles	-	-	-	-	1 014 444 \$
Total — Charges	513 144 \$	2 000 \$	22 881 \$	538 025 \$	2 214 720 \$
Excédent (déficit) de l'exercice	148 777 \$	1 496 \$	- \$	150 273 \$	(64 083) \$

Pour obtenir plus d'information, voir les états financiers audités du Fonds en fiducie de la CTF/FCE et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2021.

Le Fonds en fiducie de la CTF/FCE a été établi par celle-ci pour permettre à la profession enseignante du Canada de réaliser des projets spéciaux dans le domaine de l'éducation au Canada et à l'étranger. Le Fonds est un organisme de bienfaisance enregistré, exempté d'impôt sur le revenu.

Les sources de financement du Fonds en fiducie sont principalement les contributions des organisations membres et associées de la CTF/FCE, auxquelles s'ajoutent, de nouveau ces dernières années, des subventions du gouvernement du Canada. Pour offrir des services, le Fonds en fiducie dépend des généreuses contributions financières des organisations membres et associées, des contributions en nature de la CTF/FCE et — les années sans pandémie — du travail bénévole d'enseignantes et enseignants venus de partout au Canada.

Les états financiers du Fonds en fiducie sont préparés selon la méthode de la comptabilité par fonds. Ils donnent une idée générale du Fonds du Programme de coopération internationale, de la Caisse d'aide internationale et du Fonds d'Imagineaction. Le Fonds du Programme de coopération internationale rend compte des produits et charges associés au programme de l'Action enseignante pour l'apprentissage, y compris le Projet outre-mer. La Caisse d'aide internationale sert à répondre aux demandes d'aide matérielle d'organisations affiliées à l'Internationale de l'Éducation et d'autres organisations nationales et internationales reconnues, afin de soulager les populations en cas de catastrophe ou en situation de détresse. Le Fonds d'Imagineaction, financé principalement par les généreuses contributions de Johnson Assurance, soutient le Programme de justice sociale de la CTF/FCE et couvre une petite portion du salaire du personnel.







**Fédération canadienne
des enseignantes et des enseignants**

2490, promenade Don Reid
Ottawa (Ontario) K1H 1E1
Canada

Téléphone : 613-232-1505
Ligne sans frais : 1-866-283-1505
Fax : 613-232-1886

ctf.fce.ca

*Les bureaux de la Fédération sont situés sur
le territoire traditionnel non cédé du peuple
algonquin anichinabé.*